PANEL 5 :

LES ROLES ET LES RESPONSABILITES DES ACTEURS ET PARTIS PRENANTS DANS LE PROCESSUS DES REFORMES : APPROCHE DU CHERCHEUR

Thème : LES ACTEURS POLITIQUES FACE A LA QUETE D'UNE IDENTITE TOGOLAISE ET D'UNE RECONCILIATION NATIONALE

Auteur : Essohanam BATCHANA
Maître de Conférences
Université de Lomé
Département d'Histoire et d'Archéologie
E-mail : essobatchana@gmail.com

Résumé :

Avec une superficie de 56 600 Km², le Togo compte une quarantaine d'ethnies. Ans ce petit territoire de moins de 7 millions d'habitants (RGPH1 2010), l'on dénombre plus de 109 partis politiques de diverses tendances. Depuis l'époque coloniale, ces acteurs animant la scène politique se déchirent sur des questions vitales débouchant sur des crises politiques et des affrontements intercommunautaires. Ces violences ont amené déjà en mai 1963, les autorités politiques, à créer une Commission de réparations en vue de dédommager les victimes des persécutions politiques entre le 27 avril 1958 et le 13 janvier 1963. Quarante-six (46) ans après, le pouvoir fut de nouveau obligé de créer un autre organe de réconciliation, la Commission vérité justice et réconciliation (CVJR). Celle-ci s'est penchée sur les violences à caractère politique entre 1958 et 2005 et a fait des recommandations en vue de réformer la société togolaise.

Ces réformes peinent à voir le jour, les acteurs impliqués dans ce processus ne s'accordant pas sur leur mise en œuvre. Dans une approche historique, cette communication montre qu'au Togo, le consensus a été toujours difficile à trouver : dates mémorielles controversées, emblèmes nationaux dévoyés, héros nationaux introuvables, etc.

Elle tente aussi de comprendre les dissensions politiques au Togo et s'interroge sur la faisabilité des réformes si les acteurs eux-mêmes ne sont réformés.

1. Le Togo, un pays à la recherche de son identité ?

L'histoire d'une nation est toujours ponctuée d'évènements heureux ou malheureux, inscrits dans la mémoire collective. Ces évènements devenus un héritage collectif sont commémorés à défaut d'être célébrés. C'est ainsi qu'en France par exemple, le 14 juillet 1789, le 11 novembre 1918, le 6 juin 1944, ou encore le 8 mai 1945, etc. commémorées, constituent pour les Français une occasion de rappeler les valeurs cardinales qui sous-tendent la Nation. Au Togo, les dates commémoratives sont souvent objets de débats.

1.1. Des dates controversées, une célébration en demi-teinte

En raison de son statut juridique particulier sous le régime de tutelle[1], le Togo connut très tôt une vie politique. De 1946 à 1960, cinq formations occupèrent la scène politique avec point d'orgue la proclamation de l'indépendance le 27 avril 1960. L'histoire de ce territoire a été ponctuée de faits marquants. Des auteurs (Agbobli 1992, 2007 ; Kadanga 2007 ; Agboyibo 1999 ; etc.) sont unanimes sur les quatre dates les plus importantes : le 27 avril 1958[2], le 27 avril 1960[3], le 13 janvier 1963[4] et le 13 janvier 1967[5].

Ces dates, évènements majeurs de l'histoire politique du Togo, divisent. Entre 1958 et 1959, une controverse au sujet du choix de la date de la proclamation de l'indépendance opposa les acteurs conduisant à une rupture entre Anani Santos, ministre de la Justice et son Premier ministre, Sylvanus Olympio.

En effet, le tandem CUT-Juvento, victorieux des législatives anticipées du 27 avril 1958, avait fait campagne pour l'indépendance immédiate. Le Mouvement des jeunes, Juvento[6] insista pour que l'indépendance soit proclamée sans délai, c'est-à-dire dès 1958. *Négréta*, son journal, s'en fit l'écho dans son numéro 16 du 27 mai 1958 :

---

[1] Le Togo, est l'un des rares territoires à avoir connu trois colonisateurs, l'Allemagne, la Grande Bretagne et la France. Protectorat allemand (1884-1914), le territoire fut à la fin de la Première Guerre mondiale placé sous le mandat de la SDN (1922-1945), puis, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, sous la tutelle de l'ONU (1945-1960) dont l'administration fut confiée à la France.

[2] Le Comité de l'unité togolaise (CUT) et ses alliés (Juvento et indépendants) obtiennent la majorité à la Chambre des Députés suite aux élections législatives anticipées du 27 avril 1958 (d'Almeida 1998).

[3] Proclamation de l'indépendance du Togo par Sylvanus Olympio avec cette phrase célèbre : « Sentinelle que dis-tu de la nuit ? La nuit est longue, mais le jour vient ».

[4] Sylvanus Olympio, 1er Président du Togo indépendant est assassiné lors d'un coup d'Etat militaire. Il fut remplacé le 15 janvier 1963, par son beau-frère et ancien 1er ministre du Togo (1956-1958), Nicolas Grunitzky.

[5] Coup d'Etat militaire contre le Gouvernement Nicolas Grunitzky. L'armée prend le pouvoir confié au Colonel Kléber Dadjo, en tant que dirigeant du Comité national de réconciliation, une position qu'il a gardée jusqu'au 14 avril 1967 lorsque le Lieutenant-colonel Gnassingbé Eyadema fut nommé Président.

[6] La Juvento est encore appelée Mouvement des jeunes, en raison de la jeunesse de ses militants.

« En fin d'année, se posera à l'ONU la question de la date de l'indépendance du Togoland Oriental. (…). Du reste, dans le cadre du système de tutelle, le seul élément qui conditionne l'octroi d'indépendance, c'est la maturité du peuple intéressé. Aucune contestation n'est plus possible sur ce point quant au Peuple togolais. L'état de sous-développement économique ne peut être un empêchement à l'octroi de l'indépendance »[1].

Or, forts des difficultés liées à l'exercice du pouvoir et de la conjoncture économique, le Premier ministre, Sylvanus Olympio et le CUT, remirent à plus tard la proclamation de l'indépendance. Le discours du Chef du gouvernement au lendemain de la victoire nationaliste tranche avec la position exprimée par la Juvento :

« Dans notre association, il y a des hommes âgés, nous ne sommes pas tous des jeunes et nous savons très bien que nous ne pouvons pas mener seuls notre pays, que nous nous avons besoin des techniciens de ce pays. Il me semble que c'est pouvoir le plus ordinaire, d'utiliser les techniciens et également de demander à la France de continuer à nous aider et de nous envoyer ses techniciens afin que nous puissions continuer le développement économique et social du pays [2]».

Face à ces positions, les progressistes (PTP[3]-UCPN[4]), proposèrent le 30 août 1959[5] ou à défaut, le 28 octobre 1959[6]. Le 30 avril 1959, le CUT, majoritaire à la Chambre des députés, trancha en faveur du 27 avril 1960, anniversaire des élections de 1958 et de la victoire des nationalistes (d'Almeida 1998 : 105). Le 11 mai 1959, soit onze jours après cette décision, le leader de la Juvento, Anani Santos, se désolidarisa du Gouvernement et présenta sa démission au Premier ministre.

Ce coup d'éclat d'Anani Santos, première fissure entre des alliés dont l'entente avait permit la victoire d'avril 1958, marqua la fin coalition CUT-Juvento. Aussi, la célébration bien que réussie de la fête de l'indépendance, le 27 avril 1960, ne mobilisa pas tous les Togolais, notamment ceux de la Juvento et de l'UDPT[7]. Malgré des réticences et la chute du régime Olympio, le 27 avril, fut commémoré avec faste, jusqu'en 1967.

---

[1] *Negreta* n° 16 du 27 mai 1958
[2] *Togo Républicain* du 30 avril 1958.
[3] Parti togolais du progrès.
[4] Union des chefs et des populations du Nord.
[5] Le 30 août est le jour anniversaire de la proclamation de la République autonome du Togo dont les progressistes avaient été les principaux artisans en 1956.
[6] Le 28 octobre est le jour anniversaire du référendum organisé en 1956 pour la levée de la tutelle de l'ONU sur le Togo.
[7] Union démocratique des populations togolaises, née en 1959 de la fusion entre le PTP et l'UCPN.

Avec la prise du pouvoir par les militaires en janvier 1967, le 30 août[1], fut remis en scelle. Le 30 août 1969, dans un discours prononcé à Kpalimé, fief du CUT, le Président de la République, le Général Eyadema, lança un appel pour la création d'un grand mouvement, le Rassemblement du peuple togolais (RPT), créé trois mois plus tard, à la suite d'un Congrès tenu à Lomé du 29 au 30 novembre 1969. Depuis lors, le 30 août est célébré au Togo, non plus pour se commémorer la proclamation de la République autonome du Togo (RAT), mais l'appel « historique de Kpalimé ». Aussi, la célébration du 27 avril ne connut-elle plus le même éclat. A partir de 1974[2] et surtout de 1977, le 13 janvier, baptisé par les nouvelles autorités, « fête de la libération nationale », devint l'occasion de grandes annonces du pouvoir[3] : l'on célèbre « l'unité retrouvée[4] » grâce au « Père de la Nation togolaise [5]», et à l'armée, dont il était le chef suprême. De 1977 à 1986, la célébration du 13 janvier prima sur celle du 27 avril. Cette situation encouragea, le 21 avril 1987, le président de l'Assemblée nationale, Valentin Mawupé Vovor, qui introduit un projet de loi voté le 21 mai 1987, supprima le 27 avril de la liste des fêtes légales[6].

1.2. Des emblèmes nationaux dévoyés?

La République autonome du Togo (RAT), créée le 30 août 1956, était dotée des symboles d'un Etat autonome : un drapeau à fond vert comportant deux étoiles d'or (une symbolisant le Sud et l'autre le Nord), un drapeau griffé d'un drapeau français à l'angle supérieur gauche, une devise (Union-Ordre-Travail), et un hymne (*La Togolaise*).

Les partis nationalistes opposés à la RAT, exploitèrent toutes les occasions pour se faire entendre. Charles King, Président de la 4ème mission de visite des Nations-Unies, put mesurer leur hostilité au nouveau statut du Togo. Le 31 mai 1957, lors du passage de la mission onusienne à Lomé et en présence de celle-ci, deux jeunes membres de la Juvento arrachèrent et lacèrent le drapeau de la RAT que l'on était en train de hisser au stade Gouverneur-Montagné. *Le National*, organe de la Juvento, relate cet incident avec une pointe d'humour :

---

[1] Anniversaire de la proclamation de la République autonome du Togo (RAT).

[2] Le 13 janvier 1974, placé sous le signe de l'« indépendance économique », a été marqué par l'augmentation à 51% de la participation du Togo au capital social de la Compagnie togolaise des mines du Bénin (CTMB) et à 10 %, celle des salaires du secteur public et du secteur privé. *Togo Presse*, n° 3489 du 12 janvier 1974, p. 3.

[3] Le président Eyadema dans son message à la nation : Cet anniversaire est celui de la joie et de la réflexion : 15% d'augmentation de salaires tant du secteur public que du secteur privé ; les allocations familiales des agents permanents du secteur public passent de 500 à 1000 francs ; pour la troisième année consécutive les masses paysannes sont exonérées de la taxe civique », *Togo Presse*, n° 4398 du 12 janvier 1977, p. 1.

[4] « D'un pays déchiré, EYADEMA a fait en 10 ans une nation unie et respectée », *Togo Presse*, n° spécial du 13 janvier 1977, p. 1.

[5] « Et Eyadema créa la Nation Togolaise », *Togo Presse*, n° spécial du 13 janvier 1977, p. 3.

[6] Le 27 avril fut simplement mentionné comme date historique dans le texte de loi.

« En effet, ce jour-là, au stade municipal de la ville de Lomé, une réception a été organisée en l'honneur des membres de la commission spéciale d'information des Nations unies. A l'envoi des couleurs, tout le monde se mit au garde-à-vous. Le clairon sonna. 7 gardes de cercle se présentèrent au pied du mât, un se mit à tirer sur la corde. Un jeune garçon vêtu comme un ouvrier traversa le garde et sauta rageusement dessus le drapeau, l'arracha et s'en accapara de force. Une véritable bataille s'engagea entre le jeune homme et la garde qui se rua sur lui alors que d'autres jeunes gens intervinrent pour lui porter secours. 16 personnes sont arrêtées et jugées pour ''injures à l'emblème national togolais et violence à agents de la force publique[1] ».

Cet incident, salué par les nationalistes comme acte de bravoure, fut le premier geste de reniement des emblèmes nationaux et de l'héritage progressiste. A l'indépendance en 1960, les nouvelles autorités nationalistes crurent nécessaire de changer les emblèmes du pays. Une Commission consultative fut créée pour étudier les propositions d'emblèmes et de l'hymne national. L'organe présidé par le Dr. Rudolph Comlan Trénou, décerna le prix de l'emblème national à Paul Ahyi et à Jean Johnson, concepteurs du drapeau retenu[2]. Par décision n° 31/MF/FE du 13 février 1960 du Ministre des Finances, Hospice Omoru Dominique Coco, une prime de 25 000 francs CFA fut accordée à chacun des co-concepteurs.

La logique de renouvellement des emblèmes nationaux et des lieux de mémoires, inspira la construction d'un monument de l'indépendance, un ouvrage réalisé par l'architecte français Georges Coustère aidé dans sa tâche par son frère, François ainsi, que des togolais Paul Ahyi et Djato Monsila.

Certes, ces réalisations sont d'une ingéniosité remarquable, mais les progressistes n'étaient pas associés à leur conception. Mieux, elles symbolisaient la disparition des emblèmes de la RAT. Robert Ajavon, Président du PTP, dénonça cette politique qui consista à effacer de la mémoire du Togo, les traces de leur passage :

« Aucune trace de notre passage ne paraît résister. Toutes nos archives ont été, semble-t-il, systématiquement détruites. Seul le monument érigé pour fixer dans la pierre un

[1] *Le National*, 1ère année, n° 67 du 3 juin 1957.

[2] Ce drapeau se compose de cinq bandes horizontales de même largeur et de couleurs vertes (en haut et en bas), alternant avec des bandes jaunes. Une étoile blanche à cinq pointes figure sur un carré rouge placé dans le coin supérieur du côté de la hampe. Les cinq bandes horizontales correspondent aux cinq différentes régions du pays. Le carré rouge est destiné à exprimer la loyauté et le patriotisme du peuple. Le vert symbolise l'espoir, la fertilité et l'agriculture. Le jaune représente la richesse minérale et la foi en ce que le travail acharné et la force apporteront la prospérité. L'étoile symbolise la vie, la pureté, la paix, la dignité et l'indépendance du Togo (Gayibor éd 2005 : 676).

moment historique capital de notre pays dresse encore sa sobre et pure silhouette vers le ciel. Mais parce qu'il n'était pas possible d'effacer aussi cette trace de notre œuvre, on la mua en ''monument aux morts''. Ce fut un sacrilège ! » (Ajavon 1989 : 7).

En 1989, soit trente-un (31) ans après la défaite progressiste d'avril 1958, Robert Ajavon crut utile de publier un ouvrage afin « que la nouvelle génération et celles qui viendront n'ignorent pas l'œuvre de leurs prédécesseurs » (Ajavon 1989 :7-8). L'introduction de ce livre sur fond d'amertume, est ponctuée d'une leçon d'histoire :

« La roue tourne et chacun est sur un point de la roue. On est tantôt en bas, tantôt en haut. Quoi que fasse l'homme, il ne peut empêcher la roue de tourner…. Oui. L'angoisse de voir s'écrouler en un jour l'œuvre que je croyais éternelle et à laquelle j'ai consacré tant de moments précieux et exaltants de ma vie » (Ajavon 1989 :7-8).

Ces leçons de vie ne s'adressaient certainement pas aux seuls nationalistes, puisque les emblèmes réalisés par eux furent aussi abandonnés par le RPT, parti unique érigé en parti-Etat, par la Constitution de la 3ème République (1980). En effet, le régime RPT manifesta aussi la volonté de faire disparaître les attributs de l'indépendance, en particulier, de démanteler le monument de l'indépendance, arguant de sa disharmonie dans le paysage[1], dès la construction de la *Maison du RPT*[2], du Centre administratif et des services financiers (CASEF) et de l'hôtel du 2 Février[3]. Le projet de la démolition du monument de l'indépendance ne fut pas exécuté, mais une statue[4] du président Gnassingbé Eyadema, fut érigé en face de la Place de l'indépendance. L'hymne du RPT, « *Unité togolaise* » et la devise du parti « *Union, Paix, Solidarité* » devinrent ceux de la République togolaise. Au début de la décennie 1990, des Togolais dénoncèrent cette politique qui consista à dévoyer les emblèmes de l'indépendance (Tété-Adjalogo 2006 : 253). La promulgation le 12 avril 1991 de la charte portant création des partis politiques et la convocation de la Conférence nationale souveraine (juillet-août 1991), sonnèrent le glas des symboles du parti unique et du culte du président Eyadema.

---

[1] Déclaration de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) en date du 21 avril 2011.

[2] Devenue *Palais des Congrès* après la Conférence nationale souveraine (juillet-août 1991). C'est l'un des bâtiments les plus impressionnants du Togo. Construite à la fin des années 1970, la Maison du RPT devrait symboliser l'émergence du Togo. Lieu d'accueil des chefs d'Etats et de conférences internationales, la bâtisse est encore aujourd'hui, le siège du Parlement togolais.

[3] Ces gigantesques bâtiments construits après l'accident de Sarakawa duquel le chef de l'Etat, le Général Gnassingbé Eyadema est sorti indemne, prennent en étau le monument de l'indépendance.

[4] En avril 1991, des jeunes réclamants la démocratie et l'Etat de droit tentèrent de démolir cette statue. Elle fut finalement démontée par l'autorité même.

1.3. Des héros locaux méconnus, une entrave à l'unité nationale?

Contrairement au Dahomey[1] où dès 1917, des élites intellectuelles regroupées autour d'un organe de presse, *Le Récadère de Béhanzin*[2], fixèrent Béhanzin dans l'histoire du pays comme héros de la résistance contre l'oppression coloniale (Anignikin 2013 : 59), au Togo, l'histoire nationale manque de « héros » fédérateur.

Pourtant, le Togo a aussi connu des héros qui ont payé de leur vie, leur résistance contre la colonisation. C'est notamment le cas du roi de Tado, aja Kpoyizoun, arrêté le 9 octobre 1900 par un détachement commandé par Chevrier, pour son refus de se soumettre à l'envahisseur français. Interné d'abord à Porto-Novo, puis déporté au Gabon dans le village de N'djolé, aja Kpoyizoun qui a humilié le représentant de la France en jetant « à terre sa canne », déclarant ainsi la guerre à la France, mourut en exil par noyade[3] le 11 février 1913 (Gayibor 2013 : 17-29). L'on peut citer aussi le cas du *fêmè* des Anoufom, Nabiema Assabiè, fusillé, le 2 novembre 1897, par les hommes du commandant allemand Thierry, pour un malentendu sur la détention par Nabiema Assabiè d'un traité de protectorat signé avec la France en 1895 (Tcham 2013 : 35-40).

Ces « héros nationaux? », morts pour leur refus de céder leur terre au colonisateur sont restés anonymes et n'ont pu servir de catalyseurs dans la lutte du Togo à l'accession à la souveraineté internationale. Ils étaient jusqu'à l'organisation les 11 et 12 février 2013, d'un colloque international sur « le refus de l'ordre colonial en Afrique et au Togo (1884-1960[4]) », d'illustres inconnus aussi bien des hommes politiques que des intellectuels.

De même, les hommes qui ont lutté pour l'accession du Togo à la souveraineté internationale ne font pas l'unanimité, et rares sont les rues de Lomé qui portaient leur nom jusqu'en 2006. Le débat est encore d'actualité sur les noms que devront porter certains hommes d'Etat togolais, en occurrence, Sylvanus Olympio et Gnassingbé Eyadema. En 2006, la Commission de réhabilitation de l'histoire du Togo, présidée par le 1er archevêque du Togo, Mgr Robert Casimir Dosseh-Anyron, proposa que le 1er Président togolais, Sylvanus

---

[1] Actuelle République du Bénin.

[2] *Le Récadère de Béhanzin* est la première manifestation significative à l'échelle de la colonie du Dahomey, de la volonté d'indépendance comprise comme étant le refus de sujétion. C'est un journal manuscrit, publié dans la clandestinité à Porto-Novo par Louis Hunkarin de mars à juin 1917 (Anignikin 2013 : 57).

[3] Les circonstances de la mort du roi de Tado, aja Kpoyizoun, ne sont pas élucidées. Les chercheurs, notamment (Gayibor 2013), réfutent la thèse officielle de mort par noyade.

[4] Ce colloque a été organisé pour commémorer le centenaire de la disparition en déportation au Gabon, le 12 févier 1913, d'Aja Kpoyizoun, anyigbafio de Tado. Un ouvrage a été publié sous la codirection de Messieurs Essoham Assima-Kpatcha et de Koffi Nutéfé Tsigbé, au 4è trimestre 2013.

Olympio soit reconnu comme le « Père de l'indépendance », et le Président Gnassingbé Eyadema, qui a dirigé le Togo de 1967 à 2005, porte le titre de « Père de la Nation [1]». Cette suggestion médiane ne requiert pas l'assentiment de la plupart des Togolais. Dans une déclaration en date du 21 avril 2011 et signé de son Président, l'Alliance nationale du changement (ANC)[2], deuxième force politique du Togo suite aux élections législatives du 25 juillet 2013[3], estima que Gnassingbé Eyadema n'a pas sa place au monument de l'indépendance du Togo.

La Commission de réhabilitation de l'histoire du Togo suggéra par ailleurs le rapatriement en terre togolaise des restes de Sylvanus Olympio, l'homme qui a incarné à lui tout seul le Togo et qui aurait dit « *Le Togo, c'est moi* » (Agbobli 2007 : 46-110). Il s'agit à ce jour, d'un vœu pieu, Sylvanus Olympio reposant toujours à Agouè, en territoire dahoméen (béninois).

A l'exception du Président Eyadema Gnassingbé, inhumé dans le caveau familial à Pya et bénéficiant des hommages de la Nation tous les 5 février, les autres anciens chefs d'Etat togolais morts, n'ont droit à aucune reconnaissance nationale : tombes abandonnées, anniversaires de décès ignorés, etc. C'est le cas de la tombe de Nicolas Grunitzky[4], mort en exil à Paris dans un accident de voiture le 27 septembre 1969[5], exposée au soleil dans la cour de la mairie d'Atakpamé et de Kleber Dadjo[6] décédé le 23 septembre 1988, perdue dans le cimetière catholique de Siou, son village[7].

---

[1] Depuis 1977, le Président portait ce titre de « Père de la Nation ». En effet, à l'occasion du 10ème anniversaire du régime Eyadema, le RPT estimant qu'il a fait d'un pays déchiré, une nation prospère, s'exclama par la voix de Kwaovi-Benyi Johson, « Et Eyadema créa la nation togolaise ». Lire *Togo Presse*, n° spécial du 13 janvier 1977, p. 5.

[2] Déclaration de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) : Gnassingbé Eyadema n'a pas sa place au monument de l'indépendance du Togo ! du 21 avril 2011, disponible sur www.anctogo.com, consulté le 8 mai 2014 à 4h 55

[3] L'ANC a obtenu lors de ces élections 16 sièges contre 6 pour la coalition Arc-en-ciel, 3 à ADDI et 3 à l'UFC. L'Union pour la République (UNIR), parti majoritaire ayant obtenu 62 des 91 sièges que compte le parlement togolais.

[4] Nicolas Grunitzky (5 avril 1913-27 septembre 1969) est le deuxième Président du Togo indépendant de 16 janvier 1963 au 13 janvier 1967.

[5] Tshitenge Lubabu M. K., « La chute du président togolais Nicolas Grunitzky » [archive], sur *http://www.jeuneafrique.com [archive]*, 14 janvier 2008 (consulté le 13 janvier 2014).

[6] Kléber Dadjo (12 août 1914-23 septembre 1988), était au moment de l'indépendance du Togo en 1960, le Togolais le plus haut gradé dans l'armée française. En 1963 après le coup d'Etat, il fut promut Lieutenant-colonel et fut à la tête du cabinet militaire de président Nicolas Grunitzky. Après le second coup d'Etat le 13 janvier 1967, il devint Président intérimaire du Togo jusqu'au 14 avril 1967. In www.africansuccess.org/visuFiche.php?id=263&lang=fr consulté le 13 janvier 2014 à 19h39.

[7] Kalimassa qui a soutenu un mémoire de maîtrise ayant porté sur le Colonel Kléber Dadjo, affirme que l'ancien Président du Togo aurait voulu être enterré dans la cours de sa maison, mais l'Etat togolais refusa d'accéder à cette dernière volonté du défunt pour des raisons inconnues. Malgré ce refus, une tombe fut érigée en sa mémoire dans la cour de sa maison à Siou (Kalimassa 2010 : 90).

2. Pour une compréhension des dissensions politiques au Togo

2.1. Une organisation précoloniale, marquée par le souci de liberté

Malgré ses modestes dimensions[1], le Togo est habité par une quarantaine de groupes ethniques (Gayibor 2005 : 25). L'organisation sociopolitique précoloniale de ces peuples, était marquée par une indépendance entre les différentes strates de la société et entre les différents peuples.

Contrairement aux peuples voisins du Togo, les Mossi (au Nord), les Ashanti (à l'Ouest) et les Fon (à l'Est) qui se sont organisés en royaume avec un pouvoir politique hautement hiérarchisé et fortement centralisé, ceux de l'espace togolais avaient en général, une *organisation moins centralisée* : cités-Etats et chefferies d'un côté, théocraties et organisations lignagères de l'autre. Certes, des royaumes comme celui des Guin à Glidji (Gayibor 1991) ou encore des Anoufom à Sansanné-Mango (Tcham 2007), etc. ont pu être constitués, mais les groupes les plus homogènes (Moba-Gourma, Tem, Ewé, etc.) n'étaient que des chefferies indépendantes.

Les circonstances qui ont amené les Ewé[2] à l'exode de Notsè[3] pour essaimer à travers la partie méridionale du Togo, inspirèrent une organisation sociopolitique moins centralisée. Dans la partie septentrionale du territoire, aucun groupe, ni aucune formation politique d'envergure n'a émergé avant le XVIème siècle pour s'imposer et par conséquent, unifier cet ensemble hétérogène. Les Moba-gourma dont l'existence remonte au milieu du XVème siècle (Izard 1985 : 250), n'ont jamais constitué un Etat unitaire, mais une confédération de commandements territoriaux plus ou moins dépendants les uns des autres. Il en résultait des crises politiques et une instabilité chronique, les princes prétendant tous accéder au pouvoir (Gayibor éd 2005 : 200).

L'une des sociétés les mieux structurées du Nord, le royaume tem de Tchaoudjo, était organisé autour de sept chefferies constitutives entre lesquelles le pouvoir alternait : Kpangalam, Tchavadi, Kadambara, Komah, Birini, Yélivo et Kparatao. Ce royaume ne prit son essor que tardivement à partir de 1880, à la veille de la conquête coloniale de l'espace, pendant le règne de Ouro Djobo Boukari, dit Sémoh (1880-1889) de Kparatao. Souverain

---

[1] La superficie du Togo est officiellement de 56 600 Km^2.
[2] Ce groupe représente environ 44% de la population totale du territoire.
[3] Cet exode fait suite au règne d'Agokoli qui se déroula sous le signe d'un conflit d'autorité à l'intérieur de la ville, où Agokoli voulut sortir du cadre traditionnel dans lequel restait confinée la royauté, en intervenant personnellement dans la conduite des affaires de la cité, contre l'avis de ses conseillers (Gayibor éd 2005 : 189).

ambitieux, il engagea de nombreuses réformes en vue de sédentariser et renforcer le pouvoir du souverain[1] sur les autres chefs. Mais, ses successeurs (Ouro Djobo Tchadjobo 1897-1901 et Ouro Djobo Tchagodomou 1901-1906), inscrits dans cette logique de confiscation et centralisation du pouvoir à Kparatao furent démis par les Allemands respectivement en 1901 et 1906 (Gayibor éd 2005 : 352).

Quant aux autres peuples dits « autochtones » de l'aire culturelle lama (Kabiyè, Kouhama, Lamba, Logba, etc.) ou du bassin de l'Oti (Dyé, Natchaba, Konkomba, Moba) et de l'Atakora et ses environs (Bétanmaribè, Sola, Nawdéba, etc.), ils appartenaient à des sociétés de type segmentaire à prédominance lignagère ou clanique. Considérées comme des « anarchies » (Deschamps 1965 : 15-21), ces sociétés lignagères (Tcham 2004) de liberté, d'égalité et de fraternité dans un commun conformisme (Deschamps 1965 : 20) sont très répandues au Togo. Les Lama sont l'exemple type de cette organisation lignagère. L'ensemble de leur pays, est constitué de plusieurs groupements sociaux et territoriaux appelés *têto* (ou *têtu*), que l'on peut traduire par « terre » ou « terroir ». Le *têto* représentait l'espace à la fois géographique et social propre à un groupe humain organisé, sa structuration reposant sur des stratifications au niveau familial ou lignager.

Sur le plan social, on note une prééminence du pouvoir religieux, avec à sa tête le *tchotcho*, chef spirituel dont le pouvoir limité ne permettait pas d'imposer une quelconque théocratie. Il existe d'autres autorités, comme le doyen de lignage, les *sosa*, chargés de maintenir l'ordre au niveau de leur groupe et à l'intérieur du *têto*. Enfin, lorsque la sécurité du *têto* était menacée de l'extérieur, les *kondona* (guerriers) devaient le défendre et, de ce fait, participaient à la direction de la cité (Tanaï 2013). Ce morcellement de l'autorité politique empêcha l'émergence de tout pouvoir individuel, ou d'un groupe capable d'imposer sa volonté à tout le *têto*, voire aux groupements territoriaux voisins.

Cette absence d'unité politique à une échelle nationale a pour conséquence, l'inexistence d'une référence supra-ethnique ou supra-clanique, chaque peuple ayant sa référence locale.

Aussi, l'application du travail forcé sous la période coloniale surtout allemande et l'apprentissage de la vie politique, sur un fond régional et ethnique, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, eurent pour effet un sentiment antiunitaire des composantes ethniques du territoire.

[1] Jusque-là considéré comme un simple *primus inter pares* (Gayibor éd 2005 : 352).

2.2. Des identités nationales construites autour des ethnies et des régions

La colonisation allemande en appliquant au Togo un système politique d'évolution séparée des peuples, a conduit à un sentiment antiunitaire avec la constitution de deux niveaux différents d'évolution sociale et culturelle. Ali Napo, l'un des spécialistes de la période allemande au Togo, souligne avec justesse que, le rapprochement obligé et autoritaire des peuples a été opéré dans l'inégalité entre les composantes dont les unes (celles du Nord) devaient travailler seulement sur les chantiers, tandis que les autres (celles du Sud) pouvaient bénéficier de quelques éléments du progrès techniques et culturels apportés par la colonisation. Cette situation a été dommageable pour les futurs togolais : relations difficiles, méfiance réciproque, déchirure entre les composantes ethniques, etc. (Ali Napo 1995 : 2002-2005).

Toutefois, on ne peut expliquer toutes les difficultés du Togo par le fait de la colonisation, notamment allemande, qui n'a durée que trente (30) ans sur la côte (1884-1914) et beaucoup moins à l'intérieur. L'immédiat après Deuxième Guerre mondiale et la création des partis politiques à caractère régional (UCPN[1]) ou ayant des revendications ethniques (CUT[2]), a renforcé les antagonismes identitaires.

En effet, l'émergence de l'UCPN le 2 juillet 1951 à Lama-Kara, un parti politique déclarant couvrir une région géographique (le Nord) pose, en premier lieu, le problème de sa délimitation et en second lieu de ses ambitions. Mais, dans le contexte politique des années 1950, le Nord est cette partie administrée par la France que le CUT ne souhaitait pas voir incorporée à l'Etat éwé. Le motif invoqué était essentiellement culturel : les habitants de cette région ne sont pas de culture éwé (Yagla 1992 : 81). Le second problème est celui de son unité : face au péril éwé, l'UCPN doit rassembler « ceux qui sont exclus par l'égoïsme tribal éwé pour faire échec au séparatisme éwé entrepris par les tenants de l'Etat éwé » (Yagla 1992 : 82). Selon les fondateurs de ce parti, la création de l'Etat éwé rendrait l'avenir des peuples du nord incertain, car les Ewé réunis, se sentiront assez forts pour imposer leur loi aux peuples du Nord (Yagla 1992 : 82).

Quelles que soient les raisons qui ont sous-tendues la création de l'UCPN, le refus des peuples du Nord de se soumettre aux *désidératas* de ceux du Sud transparaît[3]. Il s'agissait

[1] Union des chefs et populations du Nord.
[2] Comité de l'unité togolaise.
[3] Motion présentée par Nicolas Grunitzky et Mama Fousseni au nom du PTP et de l'UCPN en 1955, in Archives nationales du Togo-Lomé, Dapaong, 2APA, 1950-1958.

donc, d'une réaction contre la volonté de création d'un Etat, composé essentiellement d'Ewé (*Eweland*) dont le CUT et son principal leader, Sylvanus Olympio, en étaient les porte-parole au Togo français. Des auteurs comme (Aduayom 1975: 235) montrent qu'à l'origine de la création de l'UCPN, la volonté de la France de « diviser pour régner ». Certes, l'administration française n'était pas absente du projet puisque ce sont les commandants des cercles de Sokodé, de Lama-Kara et de Sansanné Mango qui ont été chargés de mettre en place les structures de ce parti, aux ambitions régionalistes.

Du reste, la colonisation ayant commencé par le Sud du territoire, les peuples éwé avaient atteint un niveau de développement socioculturel « supérieur [1]» aux peuples du Nord : chemins de fer, routes, écoles, centres de santé, etc. Aussi, les premiers fonctionnaires (enseignants, infirmiers, etc.) ayant exercé au Nord sont-ils des ressortissants du Sud. Il en a résulté, non sans raison, une frustration des populations du Nord considérées par celles du Sud comme « inférieures ». Dans les rues de Lomé et de la plupart des localités du Sud-Togo, le « Kablè [2] » était chargé de ce qualificatif désobligeant « Kablè gnoti gnon gnon » (Kabyiè au nez troué » (Ali Napo 1995 : 2005).

Les revendications identitaires du CUT entre 1947 et 1951 et régionalistes de l'UCPN (1951-1959) donnent à conclure qu'il existait en réalité deux Togo au moment de l'indépendance, que le Kabyiè se trouvant au Sud n'était pas chez lui et qu'un jour, il devra en être chassé[3].

Les leaders politiques en étaient-ils conscients ? Toujours est-il que pour réaliser l'harmonie et l'équilibre du Nord et du Sud, dans la fraternité et l'égalité de tous les Togolais[4], l'UCPN fusionna le 28 septembre 1959 avec son allié, le PTP. L'UDPT[5] dont le siège avait été fixé à Sokodé au Nord du Togo, était présidée par le député de Pagouda-Ouest[6], Antoine Idrissou Méatchi (d'Almeida 1998 : 142). Ce dernier, devenu porte-parole et représentant des populations du Nord, à la suite de l'assassinat de Sylvanus Olympio, le 13 janvier 1963, fut porté au poste de vice-président, la présidence étant assurée par Nicolas Grunitzky, représentant le Sud du pays. Ce bicéphalisme, trouvaille des Togolais, comme réponse à la division Nord/Sud vola en éclat, quatre ans après son expérimentation, le vice-

[1] L'on doit affirmer avec force que ce n'était pas de la faute des Ewé.
[2] Expression qui désigne tous les ressortissants du Nord du territoire établis au Sud.
[3]Ce sentiment a servi de fond de commerce aux hommes politiques qui, l'instrumentalisent à dessein.
[4] Point 4 du programme de l'UDPT.
[5] L'Union démocratique des populations togolaises.
[6] Circonscription électorale du Nord.

président réclamant la présidence du fait de l'origine septentrional des putschistes du 13 janvier 1963 (Agbobli 1992). Aussi l'arrivée au pouvoir des militaires (majoritairement du Nord) en 1967 eut pour effet « une promotion des cadres du Nord », convaincus que leur heure a sonné et qu'il fallait en profiter. Significatif à cet égard, ce slogan né à partir des années 1970 chez les Kabyiè arrivés en masse au Sud pour les fonctions administratives à la faveur des changements politiques survenus en 1963 et 1967[1], qui dit « ditô dikpé » (mangeons et partons), comme s'ils étaient seulement en territoire conquis, mais provisoirement (Ali Napo 1995 : 2005).

La crise sociopolitique que le Togo a connue au début de la décennie 1990 a convaincu ces derniers qu'ils pourraient être chassés du Sud, si leur frère kabyiè, le Président Gnassingbé Eyadema, perdait le pouvoir.

2.3. Une méfiance accrue entre acteurs politiques de la décennie 1990

La fin des années 1980 a été marquée partout en Afrique par des soulèvements populaires contre les autorités établies. Le Togo n'échappa pas à ce tumulte généralisé. Dans le pays, des heurts éclatèrent. Entre mars et avril 1991, des ethnies du Nord et particulièrement les Kabyè furent pris à parti et expulsées de la région des Plateaux. A Bodjé et à Médjé, la violence fut singulièrement atroce (Kpéda 2011).

A Lomé, des groupes d'auto-défenses se créèrent sur des bases régionales : les *Ekpémog* pour les ethnies du Sud et les *Tonmog*[2] pour celles du Nord. Des populations du Nord quittèrent certains quartiers de Lomé, notamment Bè, Amoutivé, Nyékonapkoè, Kodjoviakopé, etc. pour des raisons sécuritaires. Ils regagnèrent Adéwi ou Agoè-Nyivé, où les ressortissants du Nord sont plus nombreux.

Les intellectuels entretinrent cette division. Les discours politiques manipulèrent les appartenances ethniques et régionales au point que l'espace national est lu à travers le prisme d'une coupure géo-humaine Nord/Sud, où le « Sud » serait victime de l'oppression des représentants du « Nord » (Spire 2011 : 97). Ainsi, à la suite des événements du 5 octobre 1990[3], des associations se créèrent. Les dix formations regroupées au sein du Front des

[1] Les militaires auteurs des deux coups d'Etat, le premier le 13 janvier 1963 et le second le 13 janvier 1967, sont majoritairement du Nord. L'un de leurs arguments pour expliquer la prise du pouvoir, était l'exclusion des populations du nord des postes administratifs. Bien entendu, il faut relativiser ces propos.
[2] En Ewé, « *Ekpé* » signifie cailloux ou pavés et en Kabyè, « *Towu* » veut dire flèches. « Mog » fait référence à la force de maintien de la paix de la CEDEAO au Libéria, EGOMOG. Cailloux, pavés et flèches étaient les armes utilisées par ces groupes d'auto-défenses.
[3] Cette date marque le début du processus démocratique au Togo.

associations pour le renouveau (FAR), eurent pour leaders, des intellectuels du Sud. La LTDH[1] était dirigée par Me Joseph. K. Koffigoh, le CATR[2] par Me Yaowi M. Agboyibo, l'ATLP[3] par Gabriel Agah, l'ATLT[4] par Me Jean Dégli, l'ACSL[5] par Nicolas Lawson, l'UJA[6] par Me Alexis Aquereburu, l'APED[7] par Me Djovi Gally, le MELD[8] par Djollé Yovodévi, le GRAD[9] par Spéro Humey, l'OULD[10] par Komlan Aboli (Amégée 2010 : 81).

Les partis politiques créés sur la base de la charte du 12 avril 1991, eurent aussi un caractère régional. Les cadres du CAR[11], Me Yaowi Agboyibo, Gahoun Hégbor, Me Dodji Apévon, etc. sont tous Ouatchi. Ceux de l'UTD[12], de la CDPA[13] ou encore de l'UFC[14] sont tous Ewé ou Mina. Au sein du RPT[15], les intellectuels sudistes qui produisaient la base idéologique avant le 5 octobre 1990, quittèrent le parti. Ils furent remplacés par leurs collègues du Nord (Toulabor 1999 : 110), qui ont prit en main le parti[16]. Dramani Dama puis Esso Solitoki ont assuré le secrétariat général du parti. Avant eux, c'étaient des «Sudistes », Edem Kodjo, Yao Kunalé Eklo et Ayité G. Mivédor qui ont exercé cette fonction au sein du RPT.

Dans ce contexte de méfiance régionale, les cadres du Nord qui avaient tenté une « aventure politique [17]» dans des associations et formations politiques de l'opposition se rétractèrent, opérant un « retour à la maison [18]». Le 18 février 1991, des cadres du Nord (Dermane S. Fofana, Kaye Assih, Adam Boukari, Katakpaou Touré, Tcham Badjow, Batoke Awesso, Djato Monsila, Kangbeni Lamboni, etc.) qui s'inquiétèrent de l'allure « ethnique » (Amégée 2012) démissionnèrent du CATR, une association créée le 31 décembre 1990 par

[1] Ligue togolaise des droits de l'Homme.
[2] Comité d'action contre le tribalisme et le racisme
[3] Association togolaise de lutte contre la torture.
[4] Association togolaise pour la liberté de presse.
[5] Association pour la croissance sociale et la liberté.
[6] Union des jeunes avocats.
[7] Association pour la promotion de l'Etat de droit.
[8] Mouvements estudiantins de lutte pour la démocratie.
[9] Groupe de réflexion et d'action des jeunes pour la démocratie.
[10] Organisation universitaire de lutte pour la démocratie.
[11] Comité d'action pour le renouveau.
[12] Union togolaise pour la démocratie.
[13] Convention démocratique des peuples africains.
[14] Union des forces du changement.
[15] Rassemblement du peuple togolais, parti alors au pouvoir.
[16] Exceptés Zarifou Ayeva du PDR, Dahuku Péré d'Alliance, Abi Tchessa du Pacte socialiste pour le renouveau (PSR), Aimé Kogué d'ADDI, la plupart des grands dirigeants de l'opposition sont du Sud.
[17]Le Président Eyadema lui-même qualifiait à l'occasion des meetings et des marches de soutien, les opposants à son régime « d'aventuriers politiques ».
[18]Expression utilisée par les tenants du RPT pour qualifier le retour de certains cadres du Nord ayant milité dans l'opposition.

Yaowi Agboyibo (Agboyibo 1999 : 79). Entre 1993 et 1996, l'on assista à une démission en cascade au sein des partis d'opposition. La plus significative fut sans doute, celle du député de la 3ème circonscription électorale de Tchaoudjo, Agouda Moumouni, des rangs de l'UTD, le 28 juin 1996. Le RPT fera cette « mauvaise herbe [1]» de l'UTD, le 2ème Vice-président de l'Assemblée nationale.

Si ces méfiances régionalistes sont politiquement assumées et servent de fonds de commerce lors des joutes électorales[2], celles entre les acteurs politiques eux-mêmes, sont diffuses. Depuis la rupture intervenue entre le CAR et l'UTD suite à la nomination le 22 avril 1994 de Edem Kodjo, au poste de 1er Ministre (Tchakpi 2011), leurs leaders s'accusent mutuellement de traîtrise (Agboyibo 1999). De même, pour des raisons historiques[3], l'entente entre le CAR (parti des Ouatchi) et l'UFC/ANC (partis des Guin-Mina) est difficile à réaliser. Par ailleurs, les dissensions politiques étaient fortes entre l'UFC, parti de Gilchrist Olympio, fils de Sylvanus Olympio et le RPT du Président Eyadema. Ainsi, la méfiance entre les acteurs politiques rend-elle difficile des compromis.

Du reste, cinquante ans après les indépendances, les Togolais cherchent désespérément leurs repères : dates, hommes d'Etat, emblèmes nationaux, etc. divisent. De 1960 à 2010, deux commissions de réparations (1963 et 2010), une commission de réhabilitation de l'histoire du Togo (2006) et une permanente politique de réconciliation, ont été nécessaires. La réconciliation, objectif de ses organes, n'est pas encore au rendez-vous. La difficulté à réaliser la cohésion nationale, nécessaire à la construction d'une nation, s'explique sans doute par, trois raisons fondamentales : une organisation politique marquée par une indépendance entre les différents peuples, le contact sur fond de complexe entre les populations du Sud et celles du Nord et les dissensions historiques entre les peuples. A ces raisons structurelles, se greffe un héritage conjoncturel : l'assassinat le 13 janvier 1963 de Sylvanus Olympio, 1er président du Togo indépendant, la tentative de récupération du pouvoir (par tous les moyens) par ses fils et héritiers politiques, l'incertitude sur le sort des tenants du pouvoir depuis 1967, etc.

[1]Agouda Moumouni fut qualifié de « mauvaise herbe » par les dirigeants de l'UTD, parti qu'il a quitté.
[2]La Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE) a lors des élections législatives du 14 octobre 2007, dénoncé le fait que les partis politiques jouent sur la fibre ethnique. Lire le Rapport de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne, pp. 33-36.
[3]Rivalités entre les Ouatchi et les Guin-mina, les premiers étant considérés par les seconds comme « inférieurs ».

3. Des réformes impossibles?

Toutes les occasions de réformes ont échoué en raison de la méfiance entre les acteurs politiques qui rend difficile des compromis. Le chercheur est en droit de se demander si les acteurs politiques veulent réellement faire des réformes? Depuis l'APG d'août 2006, que de rencontres infructueuses et pourtant tous les acteurs professent leur bonne foi.

L'opposition politique dans la diversité de ses courants, souhaite des réformes qui lui permettrait d'arriver au pouvoir. Le pouvoir n'est pas prêt à s'engager dans une entreprise qui l'exclurait.

Le débat depuis 2006 se cristallise autour de ses intérêts partisans et les calculs politiques plombent toutes les initiatives.

En guise de conclusion: Qui pour faire des réformes?

Bien évidemment, il s'agit des mêmes acteurs. Ils sont les premiers responsables du mal togolais et aucune initiative ne peut les exclure.

Le Togo est à la croisé des chemins, la réconciliation et le renforcement de l'unité nationale sont une préoccupation de tous. L'histoire récente du Togo montre à suffisance que le dialogue a été permanent même durant les périodes plus incertaines, évitant ainsi au pays de profondes déchirures sociales.

La question est entière encore aujourd'hui : comment réconcilier un peuple et des acteurs politiques que tout divise en apparence ? Comment faire de sorte que les Togolais s'acceptent mutuellement et développent une fierté nationale ?

Certes, les hommes politiques ne sont pas des enfants de cœur, mais malgré les divergences, il est possible de s'entendre sur le minimum.